

Tunisie : le dictateur est tombé, mais la lutte continue

L'Union syndicale Solidaires est impliquée dans le comité Solidarité Maghreb qui rassemble des syndicats (Solidaires, CNT), des associations, des organisations politiques ; nous avons aussi participé à plusieurs initiatives intersyndicales (Solidaires, CGT, CFDT, FSU, UNSA) contre la répression, notamment celle du bassin minier de Gafsa. Cela nous a permis d'être, en fonction de nos moyens, au cœur des initiatives unitaires organisées en France ces dernières semaines, pour soutenir la révolte populaire en Tunisie. Au-delà de ce communiqué de mi-janvier qui résume notre position et nos actions, **les organisations de Solidaires ont reçu un dossier spécifique qui explique la situation sociale, les mouvements sociaux et politiques, les revendications, etc.**

A la joie de voir le dictateur chassé, se mêle un sentiment de rage. Rage en pensant aux dizaines de morts qu'il a fallu pour en arriver là, aux dizaines de milliers de tunisiennes et de tunisiens dont les vies ont été brisées, pendant ces 23 ans, par la prison et la torture. Et tout cela pour permettre à la mafia au pouvoir de se remplir les poches sous l'œil bienveillant des gouvernements français qui se sont succédé. Jusqu'au dernier jour ils ont soutenu ce régime à bout de bras. Le gouvernement Sarkozy a même proposé ses services, pour mieux aider le dictateur à réprimer une population en lutte contre la tyrannie. Une telle sollicitude n'est pas étonnante : **une des fonctions de ce régime était de museler les luttes sociales afin de fournir une main d'œuvre à bas prix aux investisseurs étrangers.**

Mais rien n'y a fait, c'est d'ailleurs la révolte ouvrière du bassin minier de la région de Gafsa qui a inauguré, en 2008, la vague de lutte qui a fini par faire tomber le régime. Les syndicalistes de l'UGTT refusant les compromissions, comme par exemple ceux de l'enseignement ou des postes et télécommunications, ont joué un rôle essentiel dans ces mobilisations. Leur lutte s'est articulée à celle de multiples catégories sociales comme les avocat-e-s, les militant-e-s des droits de l'Homme, les féministes, les jeunes scolarisé-e-s ou chômeurs/ses, etc.

En Tunisie, la lutte continue contre les anciens de la mafia au pouvoir qui peuplent l'appareil d'Etat et continuent à détenir les fruits de leur pillage. En France, la pression ne doit pas se relâcher pour que les avoirs des Ben Ali – Trabelsi soient saisis et restitués au peuple tunisien. Cette victoire est un démenti cinglant infligé à tous les néolibéraux qui présentaient la Tunisie comme un modèle de développement à suivre. C'est une gifle aux politiciens de tout bord qui ont cherché à justifier leur soutien à Ben Ali en agitant l'épouvantail islamiste : le dictateur et sa famille n'ont trouvé pour l'instant pour les accueillir que le régime fondamentaliste saoudien. Ce qui se passe en Tunisie, en Algérie, montrent que rien n'est inéluctable. Face à la répression, au musèlement des mouvements sociaux, les révoltes populaires sont légitimes et le syndicalisme se doit de les appuyer dans le respect de l'autonomie de nos mouvements et de nos organisations.

Etat espagnol : la CGT prépare une nouvelle grève générale



Face à cette attaque sur les retraites mais aussi le droit du travail, la CGT de l'Etat espagnol lance une **campagne pour une nouvelle grève générale**. Nos camarades mettent en avant des thèmes tels que la répartition des richesses, le partage du travail, les droits des salarié-e-s, la construction d'un nouveau modèle social... et le refus du « Pacte social » que veut promouvoir le gouvernement.

Dès le 27 janvier, des organisations de la CGT appellent à la grève générale : en Navarre, en Catalogne, en Galice... et dans les prochains jours des manifestations contre les projets gouvernementaux sont organisées dans de très nombreuses villes de toute l'Espagne.

Pays basque : grève générale le 27 janvier



ELA, LAB, STEE-EILAS, EHNE, HIRU et ESK ont convoqué une grève générale pour le 27 janvier prochain au Pays Basque contre la réforme des pensions annoncée par le gouvernement de Zapatero pour le 28 janvier. Ce nouvel appel arrive six mois après la grève générale qui a eu lieu au Pays Basque le 29 juin contre la réforme du travail lancée par le Gouvernement espagnol, et c'est la troisième grève générale convoquée après celles du 21 mai 2009 et 29 juin 2010 par ELA, LAB, ESK, STEE-EILAS, ENHE e HIRU.

Le gouvernement espagnol a annoncé pour le 28 janvier l'approbation d'une nouvelle réforme du système de pensions afin de satisfaire les marchés financiers. Elle viendra s'ajouter aux réformes antérieures (celles de 1985, 1996, 2001 et 2006) dans ce qui constitue un processus permanent de diminution des pensions et de démantèlement du système de protection sociale. Les mesures que le gouvernement espagnol prétend adopter tournent autour de deux principes :

- **Retarder ou empêcher l'accès à une pension de retraite** : report de l'âge de la retraite à 67 ans, augmentation du nombre d'années de cotisation pour avoir droit à une pension.
- **Réduire les pensions** : passage de 15 à 20 ou 25 ans pour le calcul de la base régulatrice de la pension, nécessité de plus d'années de cotisation pour arriver au 100% de la pension, restriction de l'accès aux préretraites, fin de l'indexation des pensions sur l'indice des prix .



Toutes ces mesures vont diminuer les pensions qui sont déjà très basses (la pension mensuelle moyenne dans l'État Espagnol est de 784 euros, au Pays Basque de 972 euros), et vont rendre toujours plus difficile l'accès aux pensions. Face à ces reculs sociaux, les syndicats organisateurs considèrent nécessaire une réponse catégorique. Nous pensons que cette réponse ne doit pas tarder. Il n'est pas vrai qu'il n'y ait pas d'alternative. Il faut et il est possible de changer les politiques dépendantes aujourd'hui des pouvoirs économiques. C'est pour cela que le 27 janvier il y aura une nouvelle grève générale au Pays Basque contre toute diminution des pensions, pour exiger le retrait immédiat de la réforme présentée par le gouvernement espagnol et pour la dignification des prestations de la Sécurité Sociale.

Algérie : pour le changement et la démocratie...

Diverses organisations ont lancé le 21 janvier un appel pour une Coordination Nationale pour le Changement et la Démocratie en Algérie. On y trouve notamment nos camarades des syndicats autonomes (SNAPAP, coordination des sections CNES, CLA, SATEF)

Suite aux émeutes qui ont secoué l'ensemble de l'Algérie et qui continuent à se manifester à travers d'innombrables foyers de tension, face aux attitudes répressives et méprisantes du régime en place contre la société algérienne, conscients de la gravité de la crise et des dangers qui guettent le pays, **nous, organisation des Droits de l'Homme, syndicats autonomes, associations estudiantines et de jeunes, comités de quartiers et collectifs citoyens, association de disparus, associations défense de la femme, figures intellectuelles et partis politiques :**

- Nous inclinons devant la mémoire des victimes et blessés des révoltes populaires et exigeons la **libération immédiate et inconditionnelle des personnes arrêtées pour des raisons de manifestations ou de délits d'opinion.**
- Annonçons la création d'une Coordination Nationale de Concertation pour le Changement Démocratique.
- Décidons de l'organisation d'une **Marche Nationale pour exiger la levée de l'état d'urgence sévissant depuis dix neuf ans** et qui immobilise le pays et brime toutes les libertés.
- Exprimons notre **totale solidarité avec le peuple tunisien** dans sa lutte contre le totalitarisme et pour l'instauration d'un Etat démocratique.

Convaincus de l'urgence d'actions collectives engagées, notre démarche est ouverte à toutes les forces et à tous les acteurs de la société afin d'éviter à l'Algérie le chaos et de basculer définitivement dans une perspective de changement démocratique.

Au Maroc, la répression sévit toujours

Nos camarades de l'Organisation Démocratique du Rail (ODR) nous transmettent ces quelques nouvelles, preuves de la répression qu'exerce toujours le pouvoir marocain envers toutes celles et tous ceux qui se battent pour leurs droits et contre l'injustice.

8 militants des droits de l'homme sont sous les verrous à la prison à Casablanca ; ils travaillaient avec les gens des quartiers démunis pour le droit au logement. Invités à se présenter devant le Caïd de l'arrondissement pour dialoguer, ils sont en fait tombés dans un piège : ils se sont retrouvés incarcérés ! Une manifestation a eu lieu devant le tribunal, un comité rassemblant 40 organisations associatives, syndicales, politiques, a été mis en place pour assurer la solidarité avec les prisonniers (deux d'entre eux sont membres du bureau régional de l'Organisation Démocratique du Travail de Casablanca). Autre exemple de la manière dont sont traités les salarié-e-s, **la société Mornatex a licencié d'un coup 1500 ouvriers** ; l'ODT a pris le dossier en charge, manifesté devant le Parlement et devant l'hôtel qui abritait les travaux des ministres du travail sur le thème du « dialogue social » !

Réseau syndical euro-méditerranéen, à Oran le 15 janvier

Le 15 janvier se tenait à Oran une réunion du réseau syndical euro-méditerranéen. Etaient représentées le SNAPAP, le CLA, la coordination nationale des sections CNES (syndicats autonomes d'Algérie), l'ODT (Maroc), la CGT (Espagne), la CNT et l'Union syndicale Solidaires (France). Des délégations du syndicat autonome des impôts d'Égypte et de secteurs oppositionnels de l'UGTT n'ont pu assister (faute de visas pour les premiers, en raison de la situation sociale en Tunisie pour les seconds). En fin de réunion, les organisations ont adopté la motion suivante :

Nous saluons la victoire historique du peuple tunisien : cette victoire est celle de la jeunesse, des défenseurs des droits de l'homme comme notamment les avocats et des syndicalistes. Nous leur apportons tout notre soutien dans le dur processus de construction de la démocratie qu'ils ont entamé. Ces émeutes n'étaient pas que des émeutes du ventre. Les membres du réseau ont chacun participé dans leurs pays aux rassemblements et manifestations de soutien aux revendications légitimes des révoltés en Tunisie et en Algérie. Depuis le procès inique des manifestants du bassin minier de Gafsa le réseau n'a cessé de dénoncer les exactions de la dictature de non regretté Ben Ali.

En Algérie, les derniers événements montrent la colère d'une jeunesse privée de tout et d'abord des libertés les plus élémentaires. Nous apportons notre soutien total à toutes les forces qui luttent dans le pays pour le respect de droits qu'au nom de l'état d'urgence le pouvoir bafoue. Nous sommes solidaires des luttes des syndicats autonomes et la décision de tenir la 5ème réunion du réseau à Oran doit être comprise en ce sens. Ces émeutes, d'autre part, ne sont qu'une des conséquences de la spéculation sur les matières premières, preuve que là aussi encore on nous demande de payer leur crise, celle provoquée par des financiers auxquels les dictateurs permettent pourtant toujours de piller leur pays. Nous constatons qu'outre les libertés essentielles des citoyens, ce sont également les conditions de travail de tous qui se dégradent.

Au Maroc, les licenciements se multiplient comme dans les multinationales Mornatex et Cloman. Dans ce pays encore, des réformes préparent de graves régressions sociales dans la fonction publique et vont augmenter encore le cortège des chômeurs dont les jeunes sont les premières victimes comme le dénonce notamment l'ANDCM avec les syndicats combattifs.

Cette situation est aussi celle de l'Europe dans laquelle les pouvoirs multiplient les plans d'austérité et la casse des services publics en appauvrissant toujours plus les populations. La lutte contre le hold-up que constitue la pseudo-réforme des retraites en France en est l'illustration. En Espagne, les mobilisations ont été massives contre la réforme du code du travail et maintenant aussi des retraites et l'augmentation du chômage et de la précarité intensifient la paupérisation de tous.

Dans chaque pays, ces fléaux sont le résultat direct de politique telle l'AGCS, d'une privatisation de tous les services publics, commandées par l'OMC et le FMI qui entendent aujourd'hui nous faire payer leur crise, c'est-à-dire leurs problèmes de trésorerie interne. La nécessité d'une réaction coordonnée de toutes les forces combattives des deux côtés de la Méditerranée est plus que jamais visible. Nous continuons aujourd'hui à unir nos forces et à nous organiser. Dans l'immédiat :

- ⇒ Nous exigeons la **libération sans condition de tous les « émeutiers » en Algérie et en Tunisie**. Le réseau se donne pour premier objectif d'envoyer sous peu une délégation en Tunisie et de poursuivre son travail de mobilisation dans les pays du réseau.
- ⇒ Nous exigeons le **respect des droits constitutionnels et des libertés en Algérie** et dénonçons les manœuvres et le harcèlement que subissent les syndicats autonomes.
- ⇒ Nous exigeons l'**arrêt des licenciements massifs partout en Europe et dans le Maghreb** et nous dénonçons la dictature de l'OMC et du FMI.
- ⇒ Nous dénonçons une **répression toujours plus violente des mouvements sociaux** : arrestations, mises en examen, licenciements des militants sont désormais le lot de tous.

Colombie : 400 travailleurs/ses privé-e-s de salaire

Le Syndicat SINALTRAINAL (secteur de l'agro-alimentaire) de Colombie fait campagne contre le **licenciement de plus de 400 travailleurs/ses**. La multinationale alimentaire *Kraft Foods Colombie SAs* utilise des arguments climatiques, telles que l'hiver et des inondations dans le pays pour tenter de justifier les licenciements collectifs. La multinationale a suspendu le contrat de tous ces salarié-e-s, alors même que le gouvernement avait pris toutes les mesures pour dédommager les entreprises touchées par les inondations, allégeant aussi leurs impôts et assurant même les salaires. Ainsi, **alors que l'entreprise ne subit aucune perte, les patrons s'enrichissent encore sur le dos des travailleurs/ses en ne les payant pas !**

Brésil : grève dans des plateformes pétrolières

Le syndicat brésilien CONLUTAS informe d'**une grève qui paralyse la production de 10 des 12 plateformes pétrolières de l'entreprise Estre Petroléo**. La société exploite également deux appareils de forage dans l'État de Bahia et les deux sont au point mort. La grève a commencé le 14 janvier et elle est très suivie. Les revendications portent essentiellement sur les salaires et la santé.

Bénin : deux mois de grève dans la Santé

Depuis le 9 novembre 2010, 22 organisations syndicales du secteur de la santé, réunies au sein du Front Uni des Organisations Syndicales de la Santé (FUOSS) ont déclenché une **grève de 72 heures par semaine sans service minimum** pour exiger la satisfaction de quatre de leurs revendications :

- le paiement de la prime de risque aux paramédicaux et aux personnels administratifs du secteur de la santé ;
- le paiement des arriérées de la prime exceptionnelle de motivation à tous ceux qui l'ont perçue une fois ;
- la restitution des retraits sur salaires pour fait de grève en 2008 ;
- l'accélération du processus de reversement des agents à statut précaire en agents contractuels de l'Etat.

En lieu et place de véritables négociations, le gouvernement a, depuis fin novembre, opté pour le durcissement de sa position en remplaçant les grévistes dans certains centres hospitaliers. C'est dans cette même logique qu'il se situe en assignant en justice, les vingt deux responsables des organisations membres du FUOSS, signataires de la motion de grève. Malgré cette motion de grève, il est organisé dans les centres de santé des réquisitions.

Les 22 responsables devaient comparaître le mercredi 19 janvier ; toutes les centrales et confédérations syndicales du Bénin ont appelé à assiéger le tribunal ... et le procès est reporté au 2 février. Le gouvernement cherche à réprimer les grévistes par tous les moyens y compris par voie judiciaire. L'objectif est de faire cesser à terme tout mouvement revendicatif. L'Union syndicale Solidaires affirme son soutien aux travailleurs/ses de la Santé du Bénin, exige du gouvernement béninois qu'il ouvre des négociations avec le FUOSS et cesse les poursuites judiciaires.

Italie : des actions pour la défense des transports publics locaux



Les syndicats de base italiens USB, COBAS et SLAI COBAS avaient déjà organisé une mobilisation dans les transports publics locaux, le 10 décembre. Mais il s'agit d'une campagne dans la durée, contre les coupes budgétaires, les suppressions d'emploi, la détérioration du service aux usagers, l'augmentation des tarifs. Les organisations syndicales rappellent l'importance des transports collectifs publics, notamment pour les populations les plus démunies (jeunes, précaires,...) et en matière d'écologie (environnement, énergie,...).

Une pétition est proposée aux usagers, contre la hausse des tarifs et la réduction des offres. Parallèlement, les salarié-e-s du secteur sont appelé-e-s à faire grève le 26 janvier.

Bangladesh : libérez Moshrefa Mishu !

Moshrefa Mishu, Présidente du Garment Workers Unity Forum (GWUF), syndicat du secteur de la confection et des vêtements, a été illégalement arrêté le 14 décembre 2010. L'arrestation a eu lieu après des protestations en masse des travailleurs/ses du vêtement demandant la mise en place d'un salaire minimum. **Bien qu'il n'y ait pas eu de mandat au moment de son arrestation, Mishu est maintenant face à trois fausses accusations criminelles. Elle a été maltraitée et menacée de mort en détention.** La police ne lui permettait pas de prendre des médicaments qu'elle doit toujours porter avec elle. La santé de Mishu s'est détériorée à la suite de mauvais traitements et le refus d'un traitement médical adéquat par des médecins politiquement motivés durant sa détention. Il est urgent d'intervenir en insistant pour que le gouvernement du Bangladesh libère immédiatement Mishu Moshrefa et abandonne les fausses accusations à son encontre.

http://www.labourstart.org/cgi-bin/solidarityforever/show_campaign.cgi?c=847

Iran : il faut arrêter les exécutions !

Depuis le début de l'année, **la République Islamique d'Iran intensifie les exécutions** : en trois semaines on en compte au minimum 47. Parmi les personnes exécutées, après deux exécutions de prisonniers politiques le 28 décembre, c'est H. Khezri, prisonnier politique kurde, qui a été exécuté le 15 janvier, et bien d'autres prisonniers politiques croupissent dans les couloirs de la mort. Deux jeunes hommes sont également menacés d'exécution par lapidation pour homosexualité, etc. **Au delà des exécutions, la répression s'intensifie aussi contre de nombreux militants politiques, défenseurs des droits humains et militants ouvriers.** Par exemple B. Ebrahimzadeh, ouvrier d'une usine de tuyaux en polyéthylène, condamné à 20 en prison et à 10 ans d'interdiction d'activités sociales, R. Rakhshan, dirigeant du syndicat des travailleurs de l'usine de sucre de canne d'H. Tapeh, emprisonné depuis décembre, alors que M. Oussanlou, E. Madadi, R. Shahabi et G. Gholamhosseini, du syndicat des travailleurs de la compagnie de bus de Téhéran, sont toujours en prison. **Le Comité International Contre les Exécutions appelle à faire du 29 janvier une journée de protestation contre la peine de mort et en solidarité avec les prisonniers politiques en Iran.** Des rassemblements seront organisés dans plusieurs villes.